



GROUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain  
B – 1030 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Fax : +32 (0)2 245 19 33  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : @grip\_org  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

NOTE D'ANALYSE – 22 septembre 2015

WONDO Jean-Jacques, *Le Burkina Faso et son armée mis au pas par le Régiment de sécurité présidentielle ?*, Note d'Analyse du GRIP, 22 septembre 2015, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1822>



# NOTE D'ANALYSE

## Le Burkina Faso et son armée mis au pas par le Régiment de sécurité présidentielle ?

Par Jean-Jacques Wondo

22 septembre 2015

### Résumé

Depuis la chute de Blaise Compaoré le 31 octobre 2014 à la suite d'une révolte populaire, le Burkina Faso traverse une période politique turbulente, secouée par quatre tentatives du RSP de mettre fin à la transition. Cette fois en effet, le RSP est parvenu à perpétrer un coup d'État, mais il n'est pas sûr qu'il réussisse à mettre fin à ce régime. Si elle semble atypique, cette situation ne l'est pas vraiment si on se replace dans le contexte de l'évolution politique de ce pays depuis son indépendance.

### Abstract

#### **Burkina Faso and its army brought to heel by the Regiment of Presidential Security?**

Since the fall of Blaise Compaoré on 31 October 2014 following a popular revolt, Burkina Faso goes through a period of political turbulences, with its stability shaken by four attempts by the RSP to end the transition. This time in fact, the RSP managed to perpetrate a coup, but it is not clear yet that it will succeed in ending that regime. This situation is not as unusual as it seems, if one replaces it in the context of the political developments the country has been going through since its independence.

## Introduction

Depuis la chute de Blaise Compaoré le 31 octobre 2014 à la suite d'une révolte populaire, le Burkina Faso traverse une période politique turbulente, secouée par quatre tentatives du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) de mettre fin à la transition. Cette fois en effet, le RSP est parvenu à perpétrer un coup d'État, mais il n'est pas sûr qu'il réussisse à mettre fin à ce régime. Si elle semble atypique, cette situation ne l'est pas vraiment si on se replace dans le contexte de l'évolution politique de ce pays depuis son indépendance.

La collusion et la collision entre l'armée et la politique semblent rentrer dans la marche normale des institutions du Burkina Faso depuis le premier coup d'État de 1966 mené par le général Sangoulé Lamizana<sup>1</sup>. Depuis son indépendance en 1960, sans compter le dernier acte commis par le général Diendéré, l'ancien commandant du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) sous Blaise Compaoré, le Burkina Faso a connu onze régimes différents, dont sept ont suspendu la Constitution, et au bas mot une quinzaine de coups ou tentatives de coups d'États<sup>2</sup>. En outre, le pays a connu sept chefs d'État dont cinq étaient des militaires, excepté le premier Président du pays, Maurice Yaméogo<sup>3</sup>. Enfin, le Burkina Faso a été le pays de l'Afrique de l'Ouest qui a connu le plus de mutineries de ses forces armées.

Pourtant, depuis 1991, la population, dopée par une société civile dynamique, aspire à plus de démocratie. La révolte populaire d'octobre 2014 qui a contraint à la démission l'ancien président Blaise Compaoré atteste cet état d'esprit des Burkinabè. L'armée a profité du vide du pouvoir pour occuper la présidence du pays, d'abord avec le lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida, l'ancien numéro deux du RSP avant de céder le pouvoir à un civil, Michel Kafando, pour une période de transition de douze mois. Entre-temps, Zida a cumulé les fonctions de Premier ministre et de ministre de la Défense, avant de céder cette dernière à Kafando.

Le 16 septembre 2015, les éléments du RSP ont fait irruption dans le palais présidentiel et séquestré le Président, le Premier ministre et d'autres ministres qui s'y trouvaient. Ils ont proclamé la dissolution de toutes les institutions et des autorités de la transition au Burkina Faso. Les putschistes ont enfin annoncé la mise en place d'un Conseil national pour la démocratie (CND) présidé par le général Diendéré qui devient de facto le Président du pays.

Cette note propose d'analyser la place du RSP dans l'armée et son rôle dans l'évolution politique et institutionnelle du Burkina Faso.

---

1. Luntumbue Michel, [Burkina Faso : vulnérabilités et risques de turbulences](#), Note d'Analyse du GRIP, 17 septembre 2013, Bruxelles.

2. [Forces armées nationales : Le mémoire en défense du RSP](#) – Déclaration, 11 février 2015.

3. Le père de l'indépendance, Maurice Yaméogo, a été renversé par le général Lamizana Sangoule Aboubacar en 1966. Ce dernier a été à son tour renversé par le colonel Zerbo Saye en 1980. En 1982, le commandant Jean-Baptiste Ouédraogo prend le pouvoir avec l'onction de l'armée avant d'être lui-même renversé par le capitaine Thomas Sankara en 1983. En 1987, Blaise Compaoré perpète un coup d'État contre son ancien camarade Sankara.

## Une armée extravertie mais un RSP dédié à la sécurité intérieure

Les Forces armées nationales (FAN), l'armée du Burkina Faso, ont été créées le 3 août 1960 mais le transfert de commandement s'est effectué le 1<sup>er</sup> novembre 1961. Les données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), indiquent que l'armée burkinabè compte 11 200 militaires actifs en 2014, dont 6 400 soldats de l'armée de terre dans laquelle est incorporée le Régiment de sécurité présidentielle, 600 soldats de l'armée de l'air, 4 200 gendarmes<sup>4</sup>, 250 paramilitaires et une brigade des sapeurs-pompiers. Pays enclavé, le Burkina Faso ne dispose pas de force navale.

Les FAN sont réparties en trois régions militaires (RM) et de gendarmerie (RG)<sup>5</sup> et deux régions aériennes dans le cadre de la défense opérationnelle du territoire national<sup>6</sup>. Le RSP constitue le gros des troupes de la première RM, qui couvre la région de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso.

Durant la présidence de Blaise Compaoré (de 1987 à 2014), la doctrine militaire des FAN s'est alignée sur la posture géopolitique d'acteur régional « clé » et même de garant des fragiles équilibres sécuritaires régionaux du Burkina Faso dans la région du Sahel. En dépit de fréquentes mutineries de son armée, le pays a mis à profit sa stabilité pour faire des FAN une armée de projection continentale, tout en assurant ses fonctions régaliennes de défense du territoire et professionnelle d'une armée de développement<sup>7</sup> du pays.

Dans le cadre des opérations extérieures de maintien de la paix (OPEX), le Burkina se déploie principalement au Mali et au Soudan<sup>8</sup>. Les données de l'Institut international pour les études stratégiques (IISS) indiquent que les dépenses militaires du Burkina Faso en 2014 étaient de 164 millions de dollars contre 154 millions en 2013, soit une hausse annuelle de 6,4 %. Par comparaison, le budget militaire de la Côte d'Ivoire a augmenté de 775 millions de dollars à 812 millions de dollars, soit 4,7 %<sup>9</sup>.

## Genèse du RSP

Lors de la prise du pouvoir en 1984 par Thomas Sankara, la sécurité présidentielle était assurée par les éléments du Centre national d'entraînement commando (CNEC). Après le coup d'État qui amena Blaise Compaoré au pouvoir en 1987 et à la suite du processus de démocratisation du pays initié en 1991, le CNEC a subi une restructuration.

---

4. La Gendarmerie nationale burkinabè est une force militaire fonctionnant sur le modèle de la Gendarmerie française. Elle est chargée d'assurer la sécurité publique et le maintien de l'ordre public. En temps de guerre, elle se transforme en une unité de l'armée de terre sous l'autorité du chef d'état-major général des FAN.

5. Kaya pour les 1<sup>es</sup> RM et RG ; Bobo-Dioulasso pour les 2<sup>es</sup> RM et RG et Ouagadougou pour les 3<sup>es</sup> RM et RG.

6. A. Bryden et B. N'Diaye, *Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone : bilan et perspectives*, Alan Bryden, 2011, p. 49.

7. Les FAN participent aux actions de génie et à la réalisation des programmes nationaux de développement tels que l'opération SAAGA et la fourniture de services à l'échelle nationale.

8. Selon *The Military Balance 2015*, *The International Institute for Strategic* (IISS), le Burkina Faso déploie deux hommes en RCA, quatre observateurs militaires en RDC, un bataillon d'infanterie de 860 hommes au Mali, un bataillon d'infanterie de 806 hommes et 11 observateurs au Soudan.

9. *The Military Balance 2015*, *The International Institute for Strategic* (IISS).

Par un décret présidentiel du 21 novembre 1995, le 1<sup>er</sup> Bataillon d'intervention rapide (1er BIR) du CNEC, initialement basé à Ouagadougou et une partie du 2<sup>e</sup> Bataillon d'intervention rapide (2<sup>e</sup> BIR) du CNEC basé à Pô ont fusionné en une unité indépendante, détachée du reste de l'armée, chargée essentiellement de former les stagiaires commandos<sup>10</sup>. L'essentiel des troupes du CNEC, caserné à Ouagadougou, est alors rebaptisé « Régiment de sécurité présidentielle »<sup>11</sup>. Le 9 janvier 1998, une cérémonie de prise d'armes marque l'entrée officielle en service du RSP par la remise du drapeau et l'installation de son chef de Corps.

Selon le poète Emile Lalsaga, « *en rebaptisant donc le gros du CNEC à Ouagadougou en RSP, qui renvoie d'ailleurs par son appellation à la sécurité pure et simple du président ou du moins, révèle que la sécurité du président est au centre du régiment, on venait peut être, sans le savoir, de renforcer les attributs du RSP s'il est vrai que le changement de forme peut aussi entraîner un changement de fond* »<sup>12</sup>. On connaît tout le rôle joué et la place occupée par le RSP depuis les mutineries de 2011 jusqu'à son récent coup d'État du 17 septembre 2015.

## **Structure et missions du RSP : d'une unité de l'armée de terre vers une garde prétorienne**

À sa création, le décret de 1995 plaçait le RSP et son chef exclusivement sous les ordres directs du chef d'état-major particulier du président Blaise Compaoré. Cette fonction a été occupée de manière ininterrompue par le général Gilbert Diendéré jusqu'à la chute de Compaoré en 2014. Un nouveau décret présidentiel du 20 juillet 2000 va faire du RSP une composante de l'armée de terre et placer par conséquent son chef sous l'autorité hiérarchique du chef d'état-major de l'armée de Terre<sup>13</sup>. Toutefois, l'autorité fonctionnelle du RSP dépendait directement du général Diendéré, alors que le commandement opérationnel est assuré par son chef de corps. Le dernier en date est le colonel-major Boureima Kéré. Il occupe ce poste depuis le 15 avril 2011.

Dans les faits, le RSP est considéré comme une armée dans l'armée et ne relève pas du ministère de la Défense mais directement du chef de l'État. Selon le colonel Lona : « *Le commandement et la gestion du RSP paraissent échapper au contrôle et à la supervision directe du chef d'état-major de l'armée de terre, par conséquent, du contrôle du chef d'état-major général des armées*<sup>14</sup> ».

Le RSP est une unité de l'armée de terre et comprend environ 1 300 hommes dont des fantassins, des commandos-parachutistes, ainsi que plusieurs corps de métier spécialisés (Transmission, Santé, Matériel, Génie, Armement, Sport, Mines et explosifs,

---

10. [Restructuration du RSP : voici les conclusions du rapport de la Commission de réflexion, lepays.bf](#), 1<sup>er</sup> juillet 2015.

11. Décret n° 95-482 du 21 novembre 1995 portant création d'un Corps spécial dénommé « Régiment de sécurité présidentielle » au sein des Forces armées.

12. « [Émile Lalsaga répond au RSP : plus rien ne sera comme avant](#) », *burkina24*, 21 septembre 2015.

13. Décret présidentiel n°2000-326/PRES/PM/DEF du 20 juillet 2000 portant rectificatif du décret N° 95-482/PRES/DEF du 21 novembre 1995.

14. Charles Ouattara Lona, « [De la nécessité de réformer l'armée](#) », Thomas Sankara Website.

Informatique, Administration, etc.)<sup>15</sup>. Le recrutement de la plupart de ses cadres (officiers et sous-officiers) s'effectue sur la base des critères très sélectifs et rigoureux, dès leur sortie de formation de base en fonction des résultats et du profil aux missions à exercer. Le parcours classique de sélection comprend des tests physiques et un tri au Groupement d'instruction des forces armées de Bobo-Dioulasso. Les candidats retenus passent ensuite des épreuves d'endurance physique et techniques appropriées au CNEC de Pô où ne seront retenus que les meilleurs. Ils iront enfin parfaire leur formation spéciale au Camp Naaba Koom II du RSP. En vue de garantir l'efficacité de leur unité, les éléments du RSP subissent des recyclages chaque semestre.

La structure du Régiment de sécurité présidentielle comprend<sup>16</sup> :

- Un Groupement des unités d'intervention (GUI), avec trois compagnies<sup>17</sup> d'intervention.
- Un Groupement de commandement et des services (GCS), avec une compagnie de services et une compagnie d'appui.
- Un Groupement des unités spéciales (GUS), avec un Groupe de sécurité rapprochée (GSR), un Groupe d'intervention anti-terroriste (GIAT) et un Groupe de recherche, identification et neutralisation des explosifs (RINEX).

Comme on peut le constater, le RSP concentre l'élite de l'armée. Il dispose également du matériel le plus moderne et le plus sophistiqué du pays<sup>18</sup>.

En tant que composante de l'armée de terre, le RSP accomplit les missions classiques régaliennes de défense du territoire et participe également aux missions extérieures des FAN dans le cadre des OPEX : les bataillons Laafi au Soudan ; les bataillons Badenya ; les bataillons Gondaal au Nord-Mali ; en plus des missions d'observations internationales et d'autres missions d'appui à la Gendarmerie, la Police et des services spécialisés<sup>19</sup>.

Sur le plan interne, c'est au niveau de ses missions spécifiques que le RSP a bâti sa réputation d'une armée dans l'armée dans un contexte marqué par l'absence des menaces extérieures et d'incessantes mutineries de l'armée.

En effet, les FAN ont souvent été confrontées aux problèmes budgétaires rendant la modernisation de l'outil militaire obsolète et les conditions de vie et de travail des militaires difficiles. À cela, le népotisme au sein de l'armée a créé une fracture sociale entre une frange de l'élite, majoritairement recensée dans le RSP, et les militaires des autres composantes des FAN. Ce qui n'a pas manqué d'impacter le moral et la discipline des troupes qui se sont mutinées dans plusieurs casernes du pays en 2008 et entre mars et juin 2011.

---

15. [Restructuration du RSP : Voici les conclusions du rapport de la commission de réflexion](#), *art. cit.*

16. *Ibidem.*

17. La compagnie est une unité militaire qui comprend généralement de 100 à 250 soldats. Elle est en principe commandée par un officier subalterne du grade de capitaine.

18. « [Burkina, l'accord secret entre le Premier ministre et l'ex garde de Blaise Compaoré](#) », *mondafrique*, 17 juin 2015.

19. [Restructuration du RSP : Voici les conclusions du rapport de la commission de réflexion](#), *art. cit.*

Dans la foulée, Compaoré a opéré une vaste restructuration de l'armée pour mieux endiguer sa capacité de nuisance, notamment par la radiation de 566 militaires à travers le pays<sup>20</sup>. Les principaux chefs militaires ont été remplacés, sauf le général Gilbert Diendéré, le commandant du RSP. L'affaiblissement à dessein du reste de l'armée sur le plan intérieur, a amené le RSP, mieux loti, à se dévoyer vers les tâches de maintien de l'ordre intérieur et de répression politique des contestataires du régime de Compaoré. Ce, en vue d'endiguer toute velléité de déstabilisation du régime Compaoré.

Le RSP, « c'est une armée parallèle » capable de mater le reste des troupes, selon un ministre burkinabè<sup>21</sup>. Durant la mutinerie de 2011, la révolte des éléments du RSP, qui se sont même mutinés dans l'enceinte du Palais présidentiel obligeant Compaoré à se réfugier à Ziniaré, sa ville natale, a contraint Compaoré à accepter leurs griefs. Du fait de ces concessions, le même RSP, mieux équipé, et mieux entretenu que le reste des forces armées, a violemment maté les autres mutins de l'armée<sup>22</sup>.

### **Le RSP, une écharde pour la démocratisation du Burkina Faso**

Le vote de la loi sur le statut militaire en juin 2015 et l'exercice de la fonction de ministre de la Défense par le président Kafando, un civil qui n'a pas de passé militaire, présageaient le contrôle progressif civil de l'armée. Il s'agissait sans doute dans le chef de Kafando et de Zida, d'un premier acte vers la dissolution du RSP, la dépolitisation de l'armée et sa transformation en une armée républicaine. L'ancienne opposition politique et une majorité de la société civile, dont le Balai citoyen<sup>23</sup>, fer de lance de la contestation qui a conduit à la chute de Compaoré, ont réclamé sa dissolution avec insistance. Dans son rapport du 14 septembre 2015 sur la transition, la Commission de réconciliation nationale et des réformes a aussi plaidé pour sa dissolution<sup>24</sup>. En concédant le ministère de la Défense à un civil, Zida voulait sans doute subtilement faire pression sur Diendéré pour qu'il accepte la dissolution du RSP, même s'il était convenu que le sort de ce dernier soit réglé par le nouveau gouvernement qui devrait être issu des élections prévues le 11 octobre 2015.

Engagé dans une épreuve de force avec son ancien adjoint au RSP depuis la mise en place des institutions de transition, le général Diendéré, au passé très controversé, voyait sans doute en cette dissolution, sa future neutralisation politique. Sa proximité avec Blaise Compaoré, son implication dans plusieurs assassinats politiques dont celui de Thomas Sankara<sup>25</sup>, laissant poindre la menace de plusieurs procès à son encontre, son isolement politique et diplomatique sont autant de mobiles qui peuvent expliquer le putsch de Diendéré, après trois tentatives échouées en février, juin et juillet 2015.

---

20. « [Burkina Faso : après les mutineries, l'armée se réorganise](#) », *Jeune Afrique*, 14 septembre 2011.

21. « [Armée burkinabè : Gilbert Diendéré, la discrétion assurée](#) », *Jeune Afrique*, 5 novembre 2014.

22. Emile Ouédraogo, Pour la professionnalisation des Forces armées en Afrique, *papier de recherche N°6 du CESA*, Washington, juillet 2014, p. 25. »

23. « [Le Balai citoyen par rapport au RSP : 'Nous maintenons notre exigence de la dissolution du RSP'](#) », *Le Quotidien*, 24 juin 2015.

24. « [Burkina Faso : le président et le premier ministre retenus par des militaires](#), *Le Monde.fr*, 16 septembre 2015.

25. « [Armée burkinabè : Gilbert Diendéré, la discrétion assurée](#) », *Jeune Afrique*, 5 novembre 2014.

L'évocation de sa probable reconversion militaire à la tête d'une nouvelle unité de lutte antiterroriste<sup>26</sup> n'était pas non plus rassurante pour sa future carrière politico-militaire. La conjonction de tous les éléments susmentionnés, dans une dynamique politique de transition où les Burkinabè veulent tourner la page Compaoré ont également pesé pour le passage à l'offensive finale de Diendéré. En effet, les Burkinabè veulent prendre leurs distances avec les piliers du régime déchu, volonté dont Diendéré semble être une incarnation, comme l'atteste le nouveau code électoral qui exclut les pro-Compaoré<sup>27</sup> des scrutins d'octobre 2015, tout comme l'article 8 de la loi du 5 juin 2015 sur l'avancement des militaires en activité<sup>28</sup> qui semble avoir attisé le contentieux entre Zida et Diendéré. Sa déclaration et le communiqué justifiant le coup d'État laissent transparaître cette impression en arrière-fond, même s'il s'en défend.

## Conclusion

Malgré le coup d'État du général Diendéré, l'avenir politique du Burkina Faso ne peut s'envisager sans régler le statut du RSP. Plusieurs observateurs avaient vu juste en prévenant d'un risque de déstabilisation du pays par des éléments du RSP<sup>29</sup>.

Avec une société civile forte, apolitique et surtout non communautariste, qui contribue activement à l'appropriation de la culture démocratique au Burkina Faso, la dissolution du RSP semble inévitable. En effet, pour la société civile et les opposants aux pro-Compaoré, c'est un préalable, tandis que pour d'autres, il eut plutôt fallu attendre d'abord la mise en place d'un gouvernement élu, qui devrait régler cette question par la suite. Ces derniers reprochent au Conseil national de transition (CNT) d'avoir voulu précipiter ces changements. Ce qui aurait provoqué également le passage à l'acte de Diendéré, conforté sans doute par la condamnation du code électoral par la cour de justice de la CEDEAO<sup>30</sup>. À cela, on peut aussi ajouter le malaise qu'ont créé au sein de l'armée les votes par le CNT de la loi portant statut général des personnels de l'armée ainsi que la loi sur l'avancement des militaires de carrière. Le CNT n'aurait pas suffisamment tenu compte des réactions que ces lois allaient susciter au sein de l'armée, notamment le RSP.

S'il semble prématuré de donner une orientation claire à l'issue de cette nouvelle crise au Burkina Faso, il faut tout de même souligner la condamnation quasi unanime du coup d'État par la communauté internationale. La fermeté affichée par la CEDEAO et l'Union africaine, souvent réservées en pareille situation, place Diendéré dans une posture difficile et réduit ses marges de manœuvre, à défaut d'un large soutien populaire à l'intérieur du pays et confronté à une intransigeance de la société civile qui considère la dissolution du RSP comme un préalable indispensable au changement politique et institutionnel démocratique et à la stabilité du pays.

---

26. « [Burkina Faso : Gilbert Diendéré, chef de l'antiterrorisme ?](#) », *Jeune Afrique*, 6 mars 2015. »

27. « [Burkina Faso : les ex-opposants soutiennent le nouveau code électoral](#) », *RFI*, 14 avril 2015.

28. « [Burkina Faso : Voici le nouveau statut des Forces Armées Nationales](#) », *226infos.net, Les infos du Burkina Faso*, 10 août 2015.

29. « [Le Burkina Faso a besoin de réformer son armée \(ICG\)](#) », *newaouaga.com*, 29 janvier 2015.

30. « [Code électoral au Burkina : ce que change la décision de la Cour de justice de la CEDEAO](#) », *Jeune Afrique*, 15 juillet 2015.



La figure diplomatique du médiateur de la CEDEAO, Macky Sall, président du Sénégal et président en exercice de la CEDEAO, apprécié pour son attachement aux valeurs démocratiques, peut également donner une indication sur la volonté de la communauté internationale de privilégier une solution qui ressemblerait globalement à la situation qui prévalait avant le putsch de Diendéré, moyennant probablement des compensations pour le RSP.

Cependant, la société civile est intraitable sur certains points du projet d'accord obtenu par la CEDEAO et semble maintenir ses exigences initiales<sup>31</sup> jusqu'au bout. Ceci pourrait provoquer une impasse politique. Dans cette hypothèse, le Burkina Faso entrerait dans une instabilité qui pourrait lui faire perdre le rôle d'État pivot dans les dispositifs géopolitiques respectifs<sup>32</sup> de la France et des États-Unis<sup>33</sup>.

\* \* \*

## L'auteur

*Jean-Jacques Omanyundu Wondo est chercheur associé au GRIP et analyste expert des questions politiques et sécuritaires de la République démocratique du Congo (RDC) et de l'Afrique médiane. Il est diplômé de l'École Royale Militaire (Belgique), détenteur d'un Master en criminologie de l'Université de Liège et d'un post-graduat en science politique de l'Université libre de Bruxelles.*

### Avec le soutien du



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes

Direction de la coopération  
au développement et  
de l'action humanitaire

---

31. « [Burkina : l'accord de la CEDEAO décrié](#) », *BBC*, 20 septembre 2015.

32. ICG, Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes, *Rapport Afrique N°205*, 22 juillet 2013.

33. Site du [United States Africa Command](#), Burkina Faso, *africom.mil*.